



Pour l'ancien président de la Commission européenne, le désaccord actuel des pays membres et des États postulants n'est qu'une étape dans la construction de l'Union. L'élargissement doit se poursuivre. **Un entretien avec Jacques Delors**

« L'Union pourrait inspirer l'organisation du monde »



Foi, espérance dans l'avenir de l'Europe

restent les maîtres mots de cet homme engagé. Devant la crise qui secoue le Vieux Continent, le plus actif des constructeurs de son unité nous reçoit dans son appartement du Quartier latin. Sur la table du salon, un empilement des revues *Esprit*, *Études*, *Le Débat*, *Christus*, qui cohabitent avec le hors-série de *Télérama* consacré à Picasso et à Matisse, témoigne de la curiosité intellectuelle qui anime notre hôte.

La Vie. L'Irak en feu a mis l'Europe en crise. Elle semble plus divisée que jamais...

Jacques Delors. La situation est grave. Mais ce n'est pas la première fois que les Européens ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une position commune en matière de politique étrangère. Rappelez-vous leurs divisions lors de la tragédie yougoslave et jusqu'à l'intervention en Bosnie, puis au Kosovo... Je suis inquiet, mais je ne suis pas surpris. Je m'étais battu, lors de l'élaboration du traité de Maastricht, contre une partie du texte qui parle de « politique étrangère et de sécurité commune ». Les rédacteurs des traités ont écrit de belles promesses, qui n'étaient pas réalistes. Ne berçons pas les Européens avec des songes. Nos vieilles nations ont leurs traditions, leurs pesanteurs historiques. J'avais proposé que chaque fois que les pays membres trouvent un accord pour réaliser une action commune de politique étrangère ils agissent, après une réunion du Conseil européen, c'est-à-dire des chefs d'État et de gouvernement. Et si un ou deux pays ne souhaitent pas y participer, ils se réfugient dans une abstention constructive. Cela n'a pas été adopté. L'intégration économique de l'Europe baigne la vie professionnelle et sociale des habitants de l'Union. Une politique étrangère commune demande beaucoup plus de temps, et les 15 n'ont toujours pas de défense commune.

Mais faut-il se résigner à l'impuissance, au moment même où émerge une opinion publique européenne ?

J'ai vu en effet cette vague de protestation. Mais attention, certains disent : « Non à la guerre en Irak. » D'autres, par pacifisme, défilent en criant : « Non à toute guerre. » Parfois, hélas, la guerre est inévitable et nécessaire – même si, dans le cas de l'Irak, je la pense chargée de gros risques en cascades. Par ailleurs, dans un pays démocratique, le dialogue ne se résume pas à une confrontation entre le pouvoir et l'opinion publique. Si les médiateurs habituels – élus, acteurs économiques et sociaux – ne jouent plus leur rôle, le pays devient difficilement gérable. La question reste cependant posée de prendre appui sur cette mobilisation de l'opinion publique pour une initiative européenne. La reconstruction de l'Irak peut donner une occasion à l'Europe de se réunir sur un projet, où les 15 feraient preuve à la fois d'efficacité et de générosité. Outre l'aide économique et technique, les nations européennes pourraient aussi utiliser leur expertise politique et diplomatique, en laissant les Irakiens choisir leur destin.

Ce n'est pas la première fois que les Européens n'arrivent pas à se mettre d'accord

peennes pourraient aussi utiliser leur expertise politique et diplomatique, en laissant les Irakiens choisir leur destin.

La Grande-Bretagne n'est-elle pas en train de s'éloigner ?

La Grande-Bretagne a toujours refusé une intégration politique trop forte à l'Union. Elle l'a montré plusieurs fois, en refusant le protocole social du traité de Maastricht (adopté depuis), en se tenant à l'écart de l'euro. Les Anglais n'ont fait un pas vers l'Europe que lorsqu'ils ont vu que cela marchait ! L'Union a pourtant agi sans eux, sans dramatiser... Autre constante : la Grande-Bretagne n'a jamais voulu se distancier trop des États-Unis. Si demain l'Amérique se révèle impériale, partisane d'un unilatéralisme brutal, il faudra voir si la Grande-Bretagne suit cette politique ou si elle décide de trouver, avec nous, une nouvelle forme de partenariat acceptable avec l'Amérique.

Les raisons d'Aznar

Le 3 mars 2003, José María Aznar, devant une opinion publique espagnole parmi les plus remontées en Europe contre la guerre préventive américaine, tente une justification de son alignement pro-Bush : « Nous ne voulons pas que l'Espagne soit reléguée dans un coin de l'histoire avec des pays qui ne comptent pas. » La France et l'Allemagne peut-être...



Faut-il différer un élargissement à 25 pour approfondir l'Europe des 15 ?

Non. Si chacun attend demain pour continuer la construction européenne, nous risquons de transformer l'Union en une vaste zone économique sans âme. La liberté et la prospérité des générations futures sont en cause. Si l'Union n'est plus attractive, les investissements et les emplois partiront ailleurs. Mais soyons francs avec les pays candidats. Certains d'entre eux disent : « L'Union doit s'occuper de l'économie, l'Alliance atlantique se chargera de la politique. » Que ceux-là mettent de l'ordre dans leur pensée. Nous voulons construire une Europe politique, comprise dans le contrat de mariage.

Les difficultés de l'Europe des 15 à se mettre d'accord ne se multiplieront-elles pas dans une à 25 ?

L'Europe se confronte à trois défis. Elle doit montrer sa capacité à jouer un rôle uni et positif dans l'après-guerre irakienne. Le conflit passé, les opinions publiques vont revenir à des préoccupations domestiques : le chômage, le pouvoir d'achat... L'Union va devoir chercher une meilleure coopération entre les politiques économiques. Enfin, l'Europe prépare un projet de Constitution – la Convention, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, y travaille – qui lui permettra de fonctionner à 25. Le point crucial, ce sera de s'accorder sur des règles qui fixent un mode de décision qui permette, dans les événements importants, à un groupe de pays d'agir, faute d'unanimité.

De quels atouts l'Europe dispose-t-elle ?

L'Union a la chance de posséder une puissance commerciale cohérente, des ressources financières importantes. Elle arrive au premier rang dans le monde pour l'aide au développement et l'humanitaire. L'attention portée aux pays du Sud est fondamentale pour notre avenir commun. Voilà un capital conséquent, que nous n'utilisons pas assez au service de notre action extérieure. Et n'oublions pas que l'Europe a une autre force. Nous vivons dans un continent qui a été ravagé par deux guerres mondiales, meurtri par des affrontements sanglants. Les Européens ont été capables de se pardonner sans oublier, de se promettre un avenir commun, sans rappel constant du passé, en se basant sur des règles de droit communes. Nous pouvons penser, sans être naïfs, que ces règles pourraient inspirer l'organisation du monde, mieux que le règne d'une superpuissance appelée par Dieu à faire le bonheur des hommes ! Si un jour l'UE dit : nous avons une solution pour résoudre le conflit israélo-palestinien, elle aura du poids.

La Belgique a eu un rôle moteur dans la décision de s'opposer à la guerre. Quelle signification y voyez-vous ?

La Belgique a une diplomatie active. Elle a fondé l'Europe des Six, et elle est restée fidèle au « contrat de mariage ». Il faut donc cesser de parler sans cesse du couple franco-allemand – certes important – et y ajouter la Belgique, qui a réagi pour les mêmes raisons géopolitiques que la France, et qui se sent aussi gardienne de l'unité européenne. ●

Propos recueillis par Max Armanet et Gérard Desmedt

17 décembre 2002, Jacques Delors (au centre) réunit les dix ambassadeurs des pays candidats, le jour où les Quinze à Copenhague votaient l'élargissement. Il est le seul en France à avoir pensé que cet événement méritait une fête.